

Montigny-lès-Metz, le 22 MAI 2018

Préfecture de la Moselle
Monsieur le Préfet
9 place de la Préfecture
BP 71014
57034 METZ CEDEX

Affaire suivie par Pierre-André FRIEDRICH
Service Moyens Réglementaires et Sécurité
T. 03.87.55.74.52 / F. 03.87.55.74.75
pierreandre.friedrich@montigny-les-metz.fr

Monsieur le Préfet,

Les agents de la Police municipale de Montigny-lès-Metz sont équipés de caméras individuelles depuis 8 mois.

Cette expérimentation s'avère concluante. Ces équipements sécurisent les interventions des agents. Aussi, je souhaiterais que les policiers puissent continuer à bénéficier de ces caméras au-delà du 3 juin 2018 comme initialement prévu. Pour étayer ma demande, vous trouverez ci-joint un rapport rendant compte de l'utilité de ce dispositif.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Maire,



Jean-Luc BOHL
Président de Metz Métropole
1er Vice-Président de la Région Grand Est



Montigny les Metz, le 22/05/2018

VAN DE WOESTYNE Christophe
Chef de Service de la Police
Municipale de Montigny-Lès-Metz

Au

Cabinet du Préfet
Direction des Sécurités
Service Sécurité Intérieure
Pôle Polices Administratives

RI : 001/RI/2018

RAPPORT D'INFORMATION

NATURE :

**Rapport sur l'emploi des
caméras individuelles des
agents de police
municipale.**

1°) EXPOSE DES FAITS :

L'article 114 de la loi n°2016-731 du 3 juin 2016 dispose qu'à titre expérimental, pour une durée de deux ans à compter de la promulgation de la loi, le Gouvernement peut autoriser, dans les conditions prévues à l'article L.241-1 du code de la sécurité intérieure, les agents de police municipale à procéder, au moyen de caméras individuelles, à un enregistrement de leurs interventions.

L'article 10 du décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents de la police municipale dans le cadre de leurs interventions dispose qu'..... « **avant la fin de l'expérimentation, le maire ou le cas échéant, l'ensemble des maires concernés, adresse au ministre de l'intérieur un rapport sur l'emploi des caméras individuelles des agents de police municipale. Ce rapport comprend une évaluation de l'impact de l'emploi des caméras individuelles sur le déroulement des interventions et le nombre de procédures judiciaires, administratives et disciplinaires pour le besoin desquelles il a été procédé à la consultation et à l'extraction de données provenant de caméras individuelles** ».

2°) AUTORISATIONS ET MISE EN PLACE DU DISPOSITIF :

Pour mémoire ce dispositif expérimental a été autorisé sur le ban communal de Montigny les Metz par **arrêté préfectoral n°2017 CAB/PA-91 du 27/04/2017 (cf doc annexe).**

Le temps nécessaire à l'acquisition et à l'installation du matériel, mais aussi à la phase de communication exigée, **le dispositif a été mis en place le 26/09/2017**, chaque agent recevant une caméra individuelle en dotation.

Ainsi l'analyse du dispositif expérimental, portera sur la période du 26/09/2017 au 22/05/2018 soit une période d'environ **8 mois**.

3°) TABLEAUX SYNTHETIQUES DES DECLENCHEMENTS CAMERAS.

a) Nombre total de déclenchements :

Déclenchements sur interventions	13
Déclenchements involontaires lors de l'équipement	6

b) Origines des déclenchements sur interventions :

Perturbateurs hostiles	1
Assistance à personnel communal menacé	1
Contrôle commerçant itinérant	1
Contrôle suite à ouverture de commerce	1
Contravention suite à fermeture tardive d'un commerce	1
Stationnements très gênants de masse suite à grandes cérémonie (mariages)	3
Tapage provoqué par un bar	1
Ivresse Publique et Manifeste	2
Défaut de permis	1
Outrage, rébellion, menaces	1
Total	13

4°) PROCEDURES UTILISANT LES VIDEOS EXTRAITES DES CAMERAS INDIVIDUELLES :

a) Tableau récapitulatif :

Procédures judiciaires	3
Procédures administratives	0
Procédures disciplinaires	0
Total des procédures	3

b) Détails des affaires utilisant les vidéos des caméras individuelles :

- Une relecture a été réalisée sur demande d'un Officier de Police Judiciaire pour les besoins d'une enquête après avoir verbalisé des stationnements très gênant de masse suite à un mariage en présence des conducteurs mécontents.
Des individus du cortège dudit mariage avaient en effet coupé l'autoroute A 31, un samedi après-midi pour se livrer à un rodéo. Grâce aux vidéos des agents l'identification des auteurs de ces délits est devenue une réalité.

- La seconde extraction effectuée concerne, l'auteur d'un outrage, rébellion, violence, menaces de mort portant sur une personne de sexe féminin. La vidéo illustre non seulement les propos d'outrage, la rébellion, les violences et les menaces commises.

Le jugement prononcé par le tribunal fut le suivant : Personne déclarée coupable condamnée à 6 mois d'emprisonnement, révocation totale du sursis prononcé antérieurement. Constitution des parties civiles reçues pour les agents concernés. Versements de dommages-intérêts.

- La troisième extraction concerne une contravention pour tapage (récurrent) concernant un Bar qui venait de réouvrir après une fermeture administrative.

Le DJ avouait face à la caméra avoir utilisé son matériel et non le matériel de l'établissement qui lui était couplé au limiteur de bruit. L'intensité du bruit était enregistré, au même titre que le matériel utilisé était filmé. Ainsi des preuves irréfutables sont collectées pour le tribunal de Police. **Le bar est depuis fermé pour la plus grande quiétude des riverains.**

c) Analyse :

Les vidéos communiquées à un Officier de Police Judiciaire ont été annexées à la procédure et mise à la disposition de la justice pour les audiences du Tribunal Correctionnel ou du Tribunal de Police.

Ainsi une vision complète et objective a pu être rapportée, les auteurs ne pouvant se dégager de leur responsabilité devant l'apport de preuves irréfutables.

5°) EVALUATION GLOBALE DE L'IMPACT DE L'EMPLOI DES CAMERAS INDIVIDUELLES :

Techniquement parlant l'outil est **dissuasif** vis-à-vis de personnes hostiles lors des interventions, et même lors de la rédaction de procès-verbaux.

La caméra piétonne **devient un élément de sécurité** ainsi employée.

La caméra piétonne permet **d'apporter une preuve probante** filmée. Celle-ci est directe, objective et irréfutable lors d'infractions (de la simple contravention en passant par les délits jusqu'à l'éventualité de crimes).

La vidéo permet **de caractériser les infractions au plus juste** pour l'Officier de Police Judiciaire mais permet aussi au magistrat de sanctionner de la même manière les infractions commises.

La caméra individuelle, (par définition mobile) **complète le maillage de la vidéo protection urbaine** dans le cadre des patrouilles de la Police Municipale.

Il s'agit aussi **d'un outil pédagogique** qui permet de perfectionner les interventions des agents.

Enfin, la caméra individuelle, constitue un outil qui **permet de rétablir l'équité vis-à-vis d'un public pouvant filmer avec son téléphone portable** sans aucune autorisation préalable.

CONCLUSION :

L'utilité de la caméra individuelle est une réalité probante.

Précisons que nous avons été contactés par plusieurs responsables de la police municipale de la région suite au déploiement de nos caméras individuelles. Ces derniers se disaient intéressés pour déployer ce matériel dès que l'expérimentation serait traduite durablement dans les textes.

Au-delà de l'aspect pratique, n'oublions pas le coût des investissements dans ce dossier (subventions d'état + argent du contribuable Montignien).

En conclusion, la non poursuite du dispositif au regard des éléments présentés serait un renoncement difficilement compréhensif.

Fait et clos à Montigny-lès-Metz le 22 Mai 2018.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.